

EXPOSÉ DES MOTIFS

CONCERNANT LES

CINQ FORMULAIRES NORMALISÉS D'ACCOMPAGNEMENT DE LA

PROCÉDURE D'EXÉCUTION DES SANCTIONS PÉCUNIAIRES

TRANSFRONTIÈRES PRÉVUES PAR LA DÉCISION-CADRE 2005/214/JAI

La décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires¹ (la «décision-cadre») date du 24 février 2005. Cet instrument permet à une autorité judiciaire ou administrative de transmettre une sanction pécuniaire directement à une autorité d'un autre État membre de l'UE et de voir cette sanction reconnue et exécutée sans autre formalité. La procédure s'applique principalement aux situations dans lesquelles une amende est infligée à une personne qui ne réside pas dans le pays de l'UE où l'infraction a été commise et qui quitte le territoire de ce pays sans payer l'amende. La date prescrite pour la mise en œuvre de la décision-cadre était le 22 mars 2007. En 2017, pratiquement tous les États membres appliquent cette décision-cadre et des centaines de milliers de dossiers sont transférés chaque année entre les différents États membres.

Lorsqu'il transmet la décision imposant la sanction pécuniaire, l'État d'émission est tenu de transmettre un certificat (figurant à l'annexe de la décision-cadre) dans la langue de l'État membre qui exécute la décision. Ce certificat doit contenir toutes les informations pertinentes permettant à l'État d'exécution de reconnaître et d'exécuter la décision. L'un des principes de la décision-cadre veut que les dossiers soient transférés directement d'une autorité compétente d'un État membre à l'autorité compétente d'un autre État membre. La décision-cadre prévoit dans certains cas que ces autorités compétentes doivent se consulter ou se tenir informées au cours de la procédure (par exemple, les articles 7, 9, 11, 12 et 15 de la décision-cadre). Cependant, la décision-cadre n'énonce aucune règle concernant la langue dans laquelle ce contact doit se faire.

L'expérience de ces dernières années montre la nécessité d'établir d'autres types de formulaires normalisés afin de faciliter l'échange d'informations dans des cas particuliers entre les autorités responsables. Toute demande de sanction pécuniaire transfrontière engendre normalement l'envoi d'au moins deux lettres de suivi de l'État d'exécution à l'État d'émission, à savoir un message indiquant que le dossier a été reçu/accepté et un message indiquant le résultat final de l'exécution. Certains dossiers nécessitent un échange d'informations plus poussé entre les États concernés.

Les différences linguistiques au sein de l'UE rendent la procédure de communication requise en vertu de la décision-cadre longue et coûteuse. Tout d'abord en raison des coûts de traduction et, ensuite, parce que cela prend généralement beaucoup de temps de définir la signification de certaines communications et de faire traduire les documents.

À l'initiative de l'Allemagne, un groupe d'experts a été créé pour rédiger certains formulaires normalisés qui pourraient être utilisés dans les affaires de sanctions pécuniaires transfrontières

¹ JO L 76 du 22.3.2005, p. 16.

afin de faciliter le processus de reconnaissance et d'exécution, sans qu'il soit nécessaire de procéder ensuite à leur traduction.

Les cinq formulaires normalisés n'ont aucune incidence sur le fond de la décision-cadre, et sont dépourvus d'effet législatif. L'utilisation des formulaires par les autorités nationales respectives se fait sur une base strictement volontaire. Néanmoins, les États membres sont encouragés à promouvoir l'utilisation de ces formulaires, car cela permettrait de faciliter le mécanisme d'exécution des sanctions pécuniaires transfrontières prévues par la décision-cadre et de réduire les charges financières et administratives liées à la procédure.

L'échange électronique futur des informations contenues dans les formulaires pourrait également être envisagé par la suite.

MÉTHODOLOGIE DU GROUPE D'EXPERTS

Approche

Lors de sa réunion du 13 avril 2016, le groupe de travail COPEN du Conseil européen a proposé, à l'initiative de l'Allemagne, que certains États membres forment un groupe d'experts pour discuter et rédiger des projets de formulaires normalisés afin de faciliter la procédure d'exécution transfrontière des sanctions pécuniaires. La Commission européenne a accepté de participer au travail de rédaction et de coordonner ce processus.

Des experts de Pologne, de Finlande, d'Allemagne et des Pays-Bas se sont portés volontaires pour participer au groupe de rédaction. Deux réunions d'experts ont eu lieu - le 16 octobre 2016 et le 22 novembre 2016 - dans les locaux de la DG JUST. Ces réunions ont permis d'échanger des idées et d'ébaucher différents formulaires. Le résultat obtenu par le groupe d'experts a été présenté à tous les États membres lors de la réunion du COPEN du 16 décembre 2016². Sur la base des commentaires écrits des États membres, les experts ont reformulé les textes des cinq formulaires. Le présent *exposé des motifs vise à expliquer les raisons motivant la création des formulaires et à décrire chaque formulaire de manière détaillée. Cela devrait permettre aux praticiens d'appliquer correctement les formulaires dans leurs tâches quotidiennes*. La réunion du COPEN du 21 juin 2017 a examiné et adopté le texte des formulaires³.

L'approche choisie par le groupe d'experts repose sur la logique interne/le schéma de la décision-cadre et sur l'expérience acquise au cours des cinq années, voire plus, de travail pratique sur la base de la décision-cadre. Le point de départ de la rédaction des formulaires portait sur la procédure d'exécution d'une sanction pécuniaire transfrontière, en accordant une attention particulière aux informations requises pour une exécution réussie et à l'échange d'informations nécessaire entre l'État d'émission et l'État d'exécution.

Pourquoi y a-t-il cinq formulaires?

Les cinq formulaires ont été créés pour répondre aux différents besoins d'informations au cours du processus d'exécution. Bien que certains États membres aient invité les experts à envisager de réduire le nombre de formulaires en fusionnant certains des aspects qu'ils abordent, après réexamen des experts, il a été décidé de conserver cinq formulaires différents. L'argument est que les cinq formulaires ciblent différents aspects de la procédure. Les formulaires 1 à 3 devraient être les plus utilisés. Le fait de ne pas regrouper toutes les

² Doc. 14898/16 JAI 1007 COPEN 361 EJM 83

³ Doc. 9610/17 JAI 540 COPEN 177 EJM 39

informations connexes, en particulier sur la procédure de paiement, dans un seul formulaire simplifiera le travail quotidien des autorités compétentes. De plus, l'utilisation des formulaires n'étant pas obligatoire, les États membres sont libres de se référer aux formulaires qu'ils souhaitent, en fonction des besoins.

Afin de faciliter davantage le travail quotidien des gestionnaires de dossiers et l'utilisation des formulaires, il a été décidé de rendre les formulaires disponibles dans les 23 langues de l'UE.

DESCRIPTION DES FORMULAIRES

Formulaire 1

Conformément aux articles 11, 12 et 15 de la décision-cadre, l'autorité compétente de l'État d'émission doit fournir certaines informations à l'autorité compétente de l'État d'exécution. Pour faciliter cette communication, le groupe d'experts suggère d'utiliser le formulaire 1. Les deux principaux aspects couverts sont le paiement volontaire (partie d) et la cessation totale ou partielle de l'exécution (partie e).

Formulaire 2 (reconnaissance totale) et formulaire 3 (exécution totale)

Les formulaires 2 et 3 couvrent les deux messages les plus utilisés en vertu de la décision-cadre, à savoir la reconnaissance totale et l'exécution totale. C'est aussi la raison pour laquelle ces deux formulaires précèdent les deux autres (formulaires 4 et 5), qui couvrent tous les autres scénarios possibles.

Formulaire 2 (reconnaissance totale)

Les formulaires 2 et 4 traitent les informations que l'État d'exécution doit fournir à l'État d'émission concernant sa décision de reconnaître et d'exécuter la décision rendue. Selon l'expérience pratique, dans la plupart des cas, les décisions sont reconnues dans leur totalité (aux Pays-Bas, par exemple, environ 97 % des dossiers sont reconnus dans leur totalité). Par conséquent, un formulaire distinct et surtout concis a été créé. Dans ces cas, il suffit à l'autorité compétente/centrale de l'État d'exécution de prendre un formulaire, de cocher une case, de noter le montant correspondant et d'envoyer le formulaire à l'État d'émission. Cette tâche est facile à réaliser et la personne responsable n'a pas à s'occuper de toutes les autres issues possibles de la procédure. En outre, l'autorité compétente de l'État d'émission peut voir en un coup d'œil quel message elle a reçu, même s'il est formulé dans la langue de l'État d'exécution.

Formulaire 3 (exécution totale)

Les formulaires 3 et 5 traitent des informations que l'État d'exécution doit donner à l'État d'émission concernant (l'issue de) la procédure d'exécution. Après reconnaissance, comme l'expérience le montre, la majorité des dossiers font l'objet d'un paiement intégral. Par conséquent, pour couvrir ce grand nombre de cas, un formulaire distinct et concis a été rédigé. Comme dans le cas de la reconnaissance totale, il suffit à l'autorité compétente de l'État d'exécution de prendre un formulaire, de cocher une case, de noter le montant correspondant et d'envoyer le formulaire à l'État d'émission.

Formulaire 4 (reconnaissance partielle et non-reconnaissance totale) et formulaire 5 (issue de l'exécution de la décision):

La reconnaissance totale et le paiement intégral étant couverts par les formulaires 2 et 3, il est nécessaire de couvrir toutes les autres issues possibles. Par conséquent, le groupe d'experts a créé deux autres formulaires, en distinguant clairement la phase de reconnaissance (formulaire 4) et le processus d'exécution (formulaire 5).

Formulaire 4

Ce formulaire porte sur la phase de reconnaissance et couvre toutes les autres issues à l'exception de la reconnaissance totale.

La première information donnée (partie d.1 et d.2) est la plus importante: quelle a été l'issue de la procédure de reconnaissance: refus total de reconnaissance ou reconnaissance partielle? Et en cas de reconnaissance partielle: pour quel montant la décision a-t-elle été reconnue?

La question d'après est: pourquoi la décision n'a-t-elle pas été reconnue dans son intégralité? Le formulaire 4 énumère donc les différents motifs de non-reconnaissance totale ou partielle:

- le formulaire 4 commence par les motifs de refus énumérés à l'article 7 et à l'article 20, paragraphe 3, de la décision-cadre (partie d.3);
- d'autres motifs de refus en dehors des motifs énumérés à l'article 7 et à l'article 20, paragraphe 3, de la décision-cadre, tels que le décès de la personne concernée, figurent dans la partie d.4. Lorsque l'un de ces motifs s'applique, il n'y a formellement aucune raison (résidence ou revenu dans l'État d'exécution) de transférer le dossier à l'État d'exécution (article 4, paragraphe 1, de la décision-cadre).

En dehors de l'information indiquant que la décision n'a été que partiellement reconnue, il peut y avoir d'autres informations sur la sanction pécuniaire qui a été reconnue. Ces informations peuvent être fournies si elles sont déjà disponibles au moment de la décision (partie e):

- certains États d'exécution se prononcent en même temps sur la reconnaissance d'une décision étrangère et l'autorisation de paiement échelonné. L'information selon laquelle le paiement échelonné a été autorisé peut être une information très précieuse pour les États d'émission dans lesquels l'autorisation de paiement échelonné a une incidence sur le délai de prescription. C'est à cela que sert la partie e.1;
- dans les parties e.2 et e.3, d'autres aspects sont pris en compte pour comprendre pourquoi le montant à acquitter est inférieur au montant total de la sanction pécuniaire indiqué dans le certificat.

Formulaire 5 (issue de l'exécution de la décision)

Étant donné qu'il existe des formes spéciales de reconnaissance totale, d'exécution totale et de non-reconnaissance totale/partielle, il est nécessaire de disposer d'un formulaire qui couvre toutes les autres issues possibles de l'exécution, devant figurer dans le formulaire 5.

Dans certains États d'exécution, le paiement échelonné n'est pas autorisé dans la même décision que celle dans laquelle la reconnaissance est prononcée, mais est traité à un stade ultérieur du processus d'exécution. L'information selon laquelle le paiement échelonné a été autorisé peut être une information très précieuse pour les États d'émission dans lesquels l'autorisation de paiement échelonné a une incidence sur le délai de prescription. Par conséquent, cette information figure également dans le formulaire 5, mais sous un angle différent (partie d).

Une fois l'exécution terminée, les premières informations données concernent la date de cessation de l'exécution et l'issue de l'exécution. Ces informations figurent dans les parties e.1. et e.2.

Si un montant a été déduit après reconnaissance de la décision, cette information peut être renseignée dans la partie e.3

La partie e.4 indique les raisons de la cessation de l'exécution (autres que l'exécution totale). La partie e.4 traite les motifs de cessation énumérés à l'article 12, paragraphe 2, à l'article 11, paragraphe 1, et à l'article 9, paragraphe 1, de la décision-cadre. Étant donné que l'article 9, paragraphe 1, de la décision-cadre se réfère aux motifs de cessation de l'exécution selon la loi de l'État d'exécution, cette partie du formulaire contient également, en marge des motifs les plus courants de cessation, la possibilité de mentionner d'«autres motifs».
